



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2019
en faveur de la République du Niger

Document d'action concernant l'«Appui en vue d'un processus électoral crédible, inclusif, et transparent au Niger»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Appui en vue d'un processus électoral crédible, inclusif, et transparent au Niger Numéro CRIS: NE/FED/042-072 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Afrique de l'Ouest, Niger L'action sera menée à l'endroit suivant: tout le territoire du Niger	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour le Niger	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: 16 Paix, justice et institutions efficaces ODD significatif: 5 Égalité entre les genres	
5. Secteur d'intervention/domaine thématique	Bonne gouvernance, renforcement du processus démocratique, élections	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 5 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 5 000 000 EUR	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe: subventions Gestion indirecte avec les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 5.4.2	
8 a) Code(s) CAD	15160 ,15151 Droits de la personne, Élections	
b) Principal canal de distribution	Gouvernement bénéficiaire	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x
	Aide à l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	S.O.			

RESUME

Le Niger se trouve dans une phase préélectorale avec la fin du deuxième et dernier mandat du président Issoufou Mahamadou. Le président, qui finit son dernier mandat constitutionnel en avril 2021, a promis de soutenir l'organisation d'élections libres et transparentes pour permettre une passation démocratique à l'issue des scrutins présidentiel, législatif et local.

Aujourd'hui, la situation politique interne est marquée par des pré-positionnements électoraux entre les partis politiques de l'opposition et ceux de la majorité dans la perspective de ces prochaines échéances électorales.

L'objectif général de l'action est de renforcer le cadre démocratique et en particulier le processus électoral au Niger.

Dans un contexte régional où l'environnement institutionnel, sécuritaire, politique et technique (fichier biométrique, défis logistiques) pèse lourdement sur le processus électoral, le projet cherche à appuyer le Niger dans l'organisation d'élections inclusives, crédibles et transparentes dans des conditions apaisées afin de consolider le processus démocratique engagé. L'action se traduit notamment par un soutien à la mise en place d'organes en capacité de préparer et conduire les processus électoraux en respectant les dates des scrutins présidentiels et législatifs, telles qu'elles sont fixées par la Constitution, ainsi qu'à la prévention et la gestion des risques de violences électorales.

L'objectif général se décline en deux objectifs spécifiques:

Objectif spécifique 1: promouvoir une gouvernance électorale démocratique et transparente au Niger.

Cet objectif comporte deux produits:

Produit 1.1: la Commission électorale nationale indépendante (CENI) permanente est dotée d'outils et organes lui permettant la gestion des cycles électoraux.

Produit 1.2: les capacités institutionnelles de la CENI sont renforcées pour organiser et gérer les scrutins du cycle électoral 2020-2021 en conformité avec les dispositions légales nationales et les normes internationales régissant les élections.

Objectif spécifique 2: promouvoir un processus électoral inclusif, transparent et pacifique.

Quatre produits sont attendus sous cet objectif spécifique:

Produit 2.1: les capacités du Conseil supérieur de la communication sont renforcées en matière d'évaluation de la couverture de la campagne électorale par les médias, ainsi que de l'environnement médiatique global dans le respect des principes et textes constituant la base de sa mission.

Produit 2.2: les populations du Niger, les jeunes et les femmes en particulier, ont accès à la bonne information en matière électorale (y compris en ce qui concerne les droits des citoyens d'être élus et d'élire selon son choix) leur permettant une participation active et éclairée au processus.

Produit 2.3: une observation électorale incluant veille et observation est organisée et conduite par des organisations de la société civile nigérienne pour veiller au respect de la Constitution et des lois électorales et un rapport d'observation est produit pour chacun des trois scrutins.

Produit 2.4: les médias traditionnels et sociaux sont sensibilisés en matière de transparence des scrutins et apaisement des processus électoraux.

1. ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

Le Niger, classé au dernier rang de l'indice de développement humain (IDH 2018), fait face à une croissance démographique significative (3,9 %) en dépit d'un taux de croissance de 6 %. Outre les enjeux structurels induits en matière d'éducation, de santé, de résilience alimentaire, le pays est confronté directement aux effets du changement climatique. Le pays est en 151^e sur 160 pays classés en ce qui concerne l'indice d'inégalité de genre (IIG), avec des valeurs respectives de 0,354 et 0,649 en 2018. Le taux de pauvreté est estimé à 45 % en 2014 contre 48,2 % en 2011 et contre 59,5 % en 2008. Il est important de souligner la féminisation de la pauvreté avec un rapport, parmi la population la plus pauvre, de trois femmes pour un homme. Les dernières résolutions adoptées par le Niger en 2017 et les efforts consentis (stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre; décret sur l'extension de la scolarisation des jeunes filles du 5 décembre 2017; soutien et accompagnement des jeunes filles en cours de scolarité; politique nationale genre) ont été limités par la persistance de certaines pratiques socioculturelles à l'égard de la femme. Il existe toujours des sujets récurrents cantonnant les femmes et filles nigériennes à un état chronique de pauvreté, fragilisant les relations de genre et défavorables à celles-ci.

Le pays fait face aux défis structurels démographique et de développement aggravés par la situation d'insécurité que connaît la région sahélienne. En effet, le Niger est confronté à d'importantes menaces sécuritaires venant la plupart du temps de l'extérieur de ses frontières: activités criminelles et de groupes terroristes dans le nord du Mali, dans l'est du Burkina Faso, dans le sud de l'Algérie, dans le sud-ouest de la Libye et dans le nord du Nigéria. Cette insécurité se traduit souvent par une diversion des dépenses en faveur des forces de sécurité et une pression majeure sur les finances publiques au détriment des autres secteurs, sociaux notamment.

Dans ce contexte, le Niger se démarque par sa situation politique interne stable et les efforts de réformes entrepris. Certes, à vingt mois des élections générales, sanctionnant la fin du deuxième mandat du président Issoufou Mahamadou, le Niger est dans une phase de précampagne marquée par des positionnements électoraux. Avec la volonté maintes fois exprimée du président en exercice de ne pas se représenter au terme de son deuxième et dernier mandat constitutionnel, le pays connaîtrait une première passation démocratique consécutive. Plusieurs partis politiques ont désigné leurs candidats au scrutin présidentiel dont le 1^{er} tour, couplé aux élections législatives, est programmé pour le 27/12/2020² (élections locales prévues en 2020). Le principal parti d'opposition a annoncé la candidature présidentielle de son chef qui n'est cependant pas éligible, selon l'article 8 du code électoral, au vu de sa condamnation définitive par contumace à un an de prison ferme.

La tradition politique du pays, avec les réunions des partis politiques au sein du Conseil National de dialogue politique (CNDP) a permis la mise en œuvre de réformes du système électoral. En effet, sur la base de l'ensemble des recommandations établies par les différents observateurs des dernières élections (notamment l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'UE), le Gouvernement nigérien a engagé des réformes sur l'ensemble du système électoral. Ces réformes ont abouti à l'élaboration d'un texte unique et cohérent regroupant les règles régissant toutes les consultations électorales prévues par la Constitution (élections présidentielles, législatives, locales et référendaires) sous forme de code électoral institué par la loi n°2017-64 du 14 août 2017. Cette loi consacre pour la première fois une Commission électorale nationale indépendante (CENI) permanente et l'usage d'un fichier électoral biométrique.

La CENI permanente est chargée d'une part, du recensement électoral et de l'élaboration et la gestion du fichier électoral biométrique, et d'autre part de l'organisation, du déroulement et de la supervision des opérations électorales et référendaires. Cette nouvelle CENI s'active à l'organisation de son premier cycle électoral (2019-2022).

La mission d'experts électoraux qui avait formulé une analyse des élections de 2016, confirme la validité de la vaste majorité des recommandations de la mission d'observation électorale (MOE) de 2010. Avec les réformes récentes susmentionnées d'harmonisation du cadre légal électoral, le renforcement de la législation (notamment sur la participation politique des jeunes et des femmes) ainsi que l'actualisation du fichier de vote, la clarification des procédures liées au contentieux électoral, et la mise en place d'une nouvelle CENI permanente, le Niger a posé des bases propices à la mise en œuvre d'un bon nombre des recommandations clés de la MOE 2016.

Il doit cependant être noté que des points de divergence subsistent entre les partis politiques sur certains éléments de la loi électorale. En effet, quatre articles du Code électoral n'ont pas fait

² Selon le chronogramme actuel de la CENI.

l'objet d'un consensus entre majorité et opposition et ont été soumis à l'arbitrage du Comité national de dialogue politique (CNDP). Pour la révision du code électoral, le CNDP a mis en place un comité ad hoc tripartite (majorité, opposition, non affiliés). Sur la base des travaux de ce comité ad hoc, le code électoral a été révisé et une loi adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet 2019. La révision a porté sur l'attribution de deux sièges aux non affiliés et une plus grande représentation de la majorité et de l'opposition (cinq membres chacun) passant les membres de la CENI permanente de 12 à 19 ainsi que la représentation des partis politiques au sein des bureaux de vote. Cependant, il faut souligner l'absence de l'opposition au moment du vote de cette révision du fait que celle-ci n'inclut pas la révision de l'article 8 qui interdit, entre autres, l'inscription sur les listes électorales des individus condamnés définitivement pour délit à une période supérieure ou égale à un an de prison et non réhabilités.

Par ailleurs, un bilan de la mise en œuvre des recommandations des missions d'experts électoraux de l'UE ne pourra être effectué qu'au moment de la mise en œuvre du prochain processus électoral, notamment sur la participation des femmes, de la société civile, les capacités des médias, et l'information des électeurs.

Après son installation le 3 novembre 2017, la nouvelle CENI a élaboré son chronogramme et un budget pour la gestion de l'ensemble du cycle électoral en cours. Forte de ces outils de travail, la CENI a organisé la 1^{ère} rencontre avec les partenaires techniques et financiers (PTF) le 23 mars 2018 pour présenter l'état d'avancement du processus. En réponse à une requête du président de la CENI, le Secrétariat général (SG) de l'ONU a dépêché une mission d'évaluation des besoins électoraux (*Needs Assessment Mission*, NAM) conduite par la division de l'assistance électoral fin novembre 2018. La NAM a recommandé les quatre domaines d'appuis suivants au processus électoral nigérien: 1) appui aux opérations électorales; 2) appui au dialogue; 3) appui à la coordination; 4) appui à la prévention des violences électorales.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Le Niger est un partenaire important pour l'UE dans la région du Sahel et il joue un rôle important en rapport avec les enjeux stratégiques sécuritaires (G5 Sahel, politique de sécurité et de défense commune) et migratoires. L'UE maintient une très bonne coopération avec le Niger et appuie les priorités nationales telles que définies dans le Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021), qui sont alignées sur les ODD. L'UE est le principal partenaire de développement du pays.

À travers ses divers instruments financiers, l'UE vise non seulement à renforcer les capacités du gouvernement, mais également à faciliter l'accès aux services de base, à créer des emplois, et à lutter contre la pauvreté, en accordant une attention particulière aux zones de transit, de fragilité et d'insécurité. L'action de l'UE en matière de coopération au développement s'oriente désormais autour de trois axes: (i) soutenir une économie résiliente, impulser la création de nouveaux débouchés économiques, favoriser la création des emplois, susciter le développement du secteur privé et promouvoir une croissance durable et inclusive avec un accent particulier sur la jeunesse, (ii) renforcer les capacités de l'État pour la bonne gouvernance, le développement du capital humain du Niger, ainsi que pour assurer la résilience et la sécurité, et (iii) la gestion des flux migratoires, qui reste une priorité stratégique, le Niger étant un des principaux pays de transit.

Le programme d'action annuel (PAA) 2019 porte sur trois nouvelles actions dans le cadre du PIN. Celles-ci sont le résultat du dialogue avec le gouvernement du Niger. Sous la priorité «gouvernance et consolidation de la paix» de notre coopération avec le Niger, le PAA 2019 a

prévu la possibilité d'engager un appui à l'État du Niger dans le cadre du processus des élections locales et générales programmées en 2020 et 2021 avec comme objectif de consolider le cadre démocratique, d'accroître la participation citoyenne et de promouvoir un processus apaisé.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire

Le Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021) est le principal cadre de référence du pays en matière de politiques macroéconomiques et de stratégies sectorielles.

Il est articulé autour de cinq axes stratégiques à savoir i) la renaissance culturelle; ii) le développement social et la transition démographique; iii) l'accélération de la croissance économique; iv) l'amélioration de la gouvernance, paix et sécurité et v) la gestion durable de l'environnement. À travers ces cinq axes, les autorités entendent apporter des réponses appropriées aux défis majeurs auxquels le Niger fait face et qui entravent son développement économique et social.

Le plan d'action prioritaire du PDES se décline en un ensemble de programmes structurés autour des différents axes stratégiques.

Le présent appui de l'UE s'intègre au programme 2 «Consolidation de la culture démocratique et républicaine» de l'axe 1 relatif à la renaissance culturelle et aux programmes 8 «Consolidation de l'efficacité et de la transparence des institutions» et 9 «Renforcement de la sécurité et de la consolidation de la paix» de l'axe 4 du PDES: Amélioration de la gouvernance, paix et sécurité. Cet axe couvre les champs suivants: la sécurité, la gouvernance politique, administrative, juridique, judiciaire et locale.

Pour promouvoir et renforcer la bonne gouvernance sous toutes ses formes en lien avec l'ODD 16, les priorités du pays visent notamment à promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité, mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

Le projet contribue aussi à l'ODD 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, visant à garantir l'égalité d'accès des femmes et des filles à l'éducation, aux soins de santé, à un travail décent et à la représentation dans les processus de prise de décisions politiques et économiques qui nourrira l'instauration d'économies durables et sera bénéfique aux sociétés et à l'ensemble de l'humanité.

Cela passe par une participation active des femmes au processus électoral en tant qu'électrices et candidates.

1.4 Analyse des parties prenantes

La Commission nationale électorale indépendante (CENI), le Conseil supérieur de la communication (CSC), les médias et les organisations de la société civile (OSC) sont les principales parties prenantes de cette action.

La CENI est une institution permanente, indépendante de tout pouvoir, autorité ou organisation et jouissant de l'autonomie de gestion, d'organisation et de fonctionnement. La CENI est chargée d'une part, du recensement électoral, de l'élaboration et de la gestion du fichier électoral biométrique, et d'autre part, de la bonne exécution des opérations électorales, de leur organisation matérielle, de l'implantation et de la composition des bureaux de vote. Elle est garante de la régularité des opérations de vote et assure le libre exercice des droits des électeurs. Elle assure l'information et la sensibilisation des électeurs en vue d'une large

participation aux scrutins. Elle est également chargée de la centralisation des résultats, de la publication des résultats provisoires et de leur transmission à la Cour constitutionnelle. La CENI permanente dispose d'une administration propre composée d'un Secrétariat général, des directions techniques chargées de l'informatique et du fichier électoral biométrique et des commissions électorales déconcentrées. La CENI permanente, installée en novembre 2017, doit organiser son premier cycle électoral avec les élections locales, présidentielles et législatives programmées en 2020-2021. À ce jour, l'opposition n'a toujours pas pris sa place au sein de la CENI (trois places au départ, élargies à cinq avec la révision du code électoral du 19 juillet 2019). Au regard de la jeunesse de cette institution et de son nouveau format, un renforcement de ses capacités institutionnelles et techniques est indispensable.

Le CSC est un autre organe constitutionnel fortement impliqué dans le processus électoral au Niger. Le CSC a comme principales attributions, de garantir la liberté de l'information et de la communication, et de régler l'activité des médias publics et privés. Dans le cadre du processus électoral, le CSC a le mandat d'organiser et de vérifier l'accès gratuit et équitable des acteurs politiques participant au scrutin, ainsi que de veiller au respect des lois et de la déontologie. Le CSC est censé recevoir les plaintes et les recours qui lui sont soumis et statuer après avis du Conseil de la presse. Le cadre juridique assure au CSC, les instruments de contrôle nécessaires ainsi que le pouvoir de sanction.

Les groupes cibles et bénéficiaires du projet sont constitués outre ces deux institutions, des médias et des organisations de la société civile dont le rôle et la responsabilité dans l'observation du processus électoral, la gestion et la bonne tenue des scrutins est important. À cet effet, l'action appuiera les médias et les OSC dans leur double rôle de contribution à la transparence du processus électoral et de participation citoyenne à travers notamment la mobilisation, l'encadrement et la sensibilisation des partis politiques pour apaiser les tensions à toutes les étapes du processus.

Les OSC sont des acteurs incontournables dans la mise en œuvre des politiques de développement et principalement dans la consolidation de la démocratie et la promotion de la bonne gouvernance. L'article 9 de la constitution du Niger, consacre la liberté d'association sur base de laquelle les organisations non gouvernementales et autres associations ou groupements d'associations se forment et exercent leurs activités librement, de façon indépendante. Pour l'heure le gouvernement semble, en général, respecter ces dispositions constitutionnelles. Il est à noter l'existence au Niger de plusieurs collectifs et plateformes d'organisations pour la promotion de la démocratie et de défense des droits humains qui, par le passé, ont mis en place des dispositifs d'observations électorales leur ayant permis de déployer des observateurs sur la majeure partie du territoire pour recueillir et centraliser les informations issues des bureaux de vote et faire des rapports sur le déroulement des scrutins. Il s'agit, entre autres, du collectif des organisations de défense de droits humains et de démocratie (CODDH); du collectif des organisations de défense du droit à l'énergie (CODAE) pour l'observation électorale citoyenne et de la plateforme de veille électorale créée autour du *West Africa Network for Peacebuilding* (WANEP) pour le suivi des incidents durant les élections. Ces organisations faitières bénéficient de l'appui et l'accompagnement de certains partenaires (Programme des Nations unies pour le développement, *National Democratic Institute*...). L'appui dans le cadre de l'action de l'UE s'inscrira en synergie avec ceux-ci.

Dans ce domaine majeur de la gouvernance que constitue les élections, l'approche basée sur les droits et le genre (ABD/G) prend tout son sens: ne laisser personne pour compte et tendre à l'égalité entre les genres, octroyer les mêmes droits à tous, donner aux bénéficiaires accès au

processus de décision sans discrimination, et égalité des chances, en facilitant l'accès à la règle de loi, de transparence et d'accès à l'information.

In fine, en termes de bénéficiaires, c'est l'ensemble de la population nigérienne, les femmes, les hommes, les jeunes et plus généralement, les citoyens nigériens en âge de voter qui devraient tirer parti de ce projet.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Aujourd'hui, certains défis importants doivent être relevés pour réussir l'organisation d'élections consacrant, pour la première fois, le passage du pouvoir entre des autorités démocratiquement élues. Ces défis concernent:

- le respect des principes démocratiques pour dissiper les divergences politiques entre le camp de la majorité présidentielle et les partis de l'opposition par l'appui au dialogue. Il faut noter que, alors que le système électoral nigérien repose sur la concertation et le consensus, notamment à travers le Conseil national de dialogue politique (CNDP), des divergences persistent encore sur certains points du code électoral;
- le respect des délais légaux pour l'organisation de tous les scrutins;
- le processus d'élaboration du fichier électoral biométrique (FEB). Ce processus est lancé et suit son cours normal. La finalisation de ce FEB conditionne la production des cartes électorales et la tenue des scrutins;
- une situation de sécurité très fragile. Compte tenu du contexte régional, le Niger est confronté à de graves problèmes de sécurité qui ont des répercussions sur l'économie et le développement de l'ensemble du pays.

Au regard du contexte sociopolitique actuel du Niger, les défis majeurs identifiés sont:

- les dispositions à prendre pour garantir la tenue d'élections libres, inclusives, et transparentes sur toute l'étendue du territoire;
- l'atténuation des tensions et la veille de la société civile;
- la participation des jeunes et des femmes au processus politique et électoral en cours.

Sur la base des enseignements tirés de 2016, et dans le contexte du nouveau Code électoral, les besoins en accompagnement qui se dégagent sont, entre autres:

- renforcement de la CENI dans le domaine de i) la planification, ii) la logistique, iii) l'organisation, iv) la communication ;
- appui sur des domaines ciblés tels que la formation des membres des bureaux de vote, ou la logistique;
- un appui au CSC (pour assurer le monitoring des médias classiques et en ligne, ainsi qu'un appui au suivi de l'utilisation des media sociaux dans les élections;
- renforcement de la participation des jeunes et des femmes au processus électoral. Plus de la moitié de la population nigérienne est constituée de femmes. En conformité avec les objectifs du *Gender Action Plan II* et plus particulièrement celui qui vise à promouvoir les droits économiques et sociaux ainsi que l'autonomisation économique et sociale des filles et des femmes;

- sensibilisation et mobilisation des partis politiques, pour l'implication et la participation active et informée des femmes et des jeunes (dans leur posture d'électeurs et/ou de candidats);
- rôle de la société civile pour un processus transparent et apaisé.

2. RISQUES ET HYPOTHESES

L'action de l'Union européenne en concertation avec les autres partenaires visera, dans son ensemble, à prévenir et gérer *le risque de violences électorales*, dont les éléments les plus importants sont explicités ci-dessous :

Risques	Niveau de risque (E/M/F) ³	Mesures d'atténuation
Montée de l'insécurité en lien avec la situation dans la sous-région	E	Maintien des mesures sécuritaires et de la concertation au niveau régional: appui continu aux forces de défense et sécurité nationales par les missions EUCAP Sahel ainsi que l'appui au G5 Sahel et à la Force multinationale mixte. Appui diplomatique à la médiation intercommunautaire au niveau national mais également dans les régions transfrontalières (représentant spécial de l'UE pour le Sahel).
Insuffisance du financement des élections par le budget national	M	Définition des indicateurs sur les élections avec des primes qui y sont attachées.
Risques liés au possible retard généré par élaboration du FEB.	F	La livraison à date prévue du fichier électoral biométrique retenue comme cible de l'indicateur élection de l'appui budgétaire du Contrat relatif à la résilience et construction de l'État (SRBC).
Boycott des élections par les partis politiques de l'opposition ou par certains d'entre eux. Rejet des résultats.	M	Maintien du dialogue politique, en particulier au sein du CNDP. Mise en place d'un cadre État/PTF sur le dialogue politique lié aux élections pouvant s'appuyer sur la coordination du projet d'appui au cycle électoral (PACE). Appui à la médiation politique en coordination avec la communauté internationale.

³ Élevé (E), moyen (M), faible (F).

Manipulation de l'information et des médias sociaux	M	Dialogue politique avec le gouvernement, les partis politiques et la société civile. Monitoring et encadrement des médias y compris les médias sociaux.
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Respect des principes démocratiques et de la Constitution; ▪ Fort soutien de l'État et des PTF, y compris sur le plan financier, au processus électoral; ▪ Engagement sérieux et sincère des partis politiques tous bords confondus; ▪ Volonté de tous les camps de maintenir le dialogue politique entre les acteurs politiques nationaux (CNDP); ▪ Maintien et renforcement de la résilience de l'État du Niger face aux nombreuses menaces sécuritaires. 		

3. ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Depuis la transition démocratique suite au coup d'État militaire de février 2010, le Niger entame son 3^e cycle électoral (après ceux de 2011 et 2016) avec les élections locales prévues en mai 2020 et les élections générales programmées pour 2021.

Sur la base de l'ensemble des recommandations établies par les différents observateurs des dernières élections, le Gouvernement nigérien a engagé une réforme de l'ensemble du système électoral. Celle-ci a abouti à l'élaboration d'un texte unique et cohérent regroupant les règles régissant toutes les consultations électorales prévues par la Constitution (élections présidentielles, législatives, locales et référendaires) sous forme de code électoral institué par la loi n°2017-64 du 14 août 2017. Cette loi consacre pour la première fois une CENI permanente et l'usage d'un fichier électoral biométrique. Après son installation le 3 novembre 2017, la nouvelle CENI a élaboré son chronogramme et un budget pour la gestion de l'ensemble du cycle électoral en cours. Forte de ces outils de travail, la CENI a organisé la 1^{ère} rencontre avec les PTF le 23 mars 2018 pour présenter l'état d'avancement du processus.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

L'appui au processus électoral s'inscrit dans la droite ligne du renforcement des capacités de l'État pour la bonne gouvernance. Après les appuis budgétaires *State Building Contract* (SBC I et II) qui ont permis des appuis institutionnels et certains renforcements des capacités de l'État, un contrat relatif à la résilience et construction de l'État (SRBC) a été signé en 2019 avec le Niger prévoyant une tranche variable visant l'appui à la CENI dans la mise en œuvre des réformes prévues par le Code électoral pour une prime de 4 000 000 EUR. Par ailleurs, sur financement de l'Instrument contribuant à la paix et la stabilité (IcSP), une étude sur le processus électoral nigérien sera prochainement menée d'une part, pour l'identification des risques de violences électorales et d'éventuelles actions de prévention en vue de fournir une réflexion approfondie sur les atouts et les opportunités du Niger, et d'autre part, sur les défis que pose le prochain processus électoral de 2021 pour le pays, en particulier sur les risques de violence pré et post-électorale. Cette étude devrait proposer une palette de recommandations et possibles actions à considérer par l'UE, concernant l'appui au processus électoral au Niger, à travers une analyse des risques et des opportunités politiques et techniques et les implications des réformes institutionnelles envisagées, dans le but de réduire le risque de violence électorale.

Il y a également lieu de mentionner que le projet d'appui à la société civile du 11^e FED, qui «vise à soutenir les dynamiques de renforcement des OSC afin qu'elles jouent un rôle accru dans le développement du Niger, tout particulièrement, à travers l'amélioration des conditions de vie des populations, la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance», participe de cette dynamique globale en participant au renforcement des capacités de la société civile et à la promotion des synergies.

L'action de l'UE est en synergie et en cohérence avec le Projet d'appui au cycle électoral du Niger 2019-2022 (PACE), en cours d'élaboration au niveau des Nations unies et auquel le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et des partenaires techniques et financiers (PTF) participeraient. L'objectif global du PACE est d'assurer la coordination efficace de l'appui des partenaires au processus électoral pour: 1) l'organisation d'élections libres, inclusives, transparentes, crédibles et apaisées, conformes aux normes internationales et instruments régionaux régissant les processus électoraux, intégrant l'équité de genre et le respect des droits de l'Homme; 2) Le renforcement des capacités institutionnelles de gestion des cycles électoraux dans le cadre du renforcement global de la gouvernance démocratique.

La mise en œuvre des activités du projet s'articule autour des deux composantes suivantes:

- l'appui à la planification et à la coordination des opérations électorales (formation des membres permanents et temporaires de la CENI, communication et sensibilisation des électeurs, mécanisme de transmission des résultats, inclusion, etc.);
- la prévention des conflits et violences liés au processus électoral.

Il s'agit d'apporter une assistance au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des principaux acteurs impliqués dans le processus électoral. Il s'agit des institutions nationales en charge de l'organisation et de la gestion des élections (notamment mais pas exclusivement, la CENI qui sont les principaux bénéficiaires de l'assistance électorale, mais aussi le Gouvernement et les institutions publiques, les OSC, les femmes et les jeunes, les groupes sous-représentés ou marginalisés, les médias et les institutions de formation électorale).

À travers ce projet, tous les PTF intéressés pourront ainsi apporter leur appui au renforcement du dialogue entre les différents acteurs, à la transparence du processus électoral et à la participation citoyenne. Même si le PNUD préconise la mise en commun des contributions des PTF à travers un mécanisme de panier commun/*Basket Fund* (à ce jour aucune annonce de contribution n'est faite en dehors 2 000 000 USD du PNUD sur un coût prévisionnel global de 25 000 000 USD), le PACE reste le cadre de coordination et de synergie entre les PTF d'une part, et entre les PTF et l'État du Niger d'autre part.

Du reste, il faut noter les initiatives d'autres partenaires, qui appuient différents aspects des élections au Niger qui concourent, directement ou indirectement, à la mise en œuvre du PACE sans passer par le fonds commun préconisé par le PNUD. Il s'agit en particulier de:

- *United States Agency for International Development (USAID)* prévoit 4 000 000 USD pour soutenir la CENI. Le programme sera mis en œuvre par NDI et *International Foundation for Electoral Systems* avec deux objectifs: faciliter le dialogue politique et fournir une assistance technique. Il s'agit des actions de dialogue entre les différents camps politique pour faciliter le déroulement d'un processus électoral consensuel, de sensibilisation et de communication à l'endroit des citoyens sur l'état civil et sur le processus d'élaboration du fichier électoral biométrique pour faciliter l'enrôlement des électeurs et leur inscription sur le fichier électoral biométrique.

- la Coopération Suisse appuie déjà la réalisation des audiences foraines (à hauteur de 300 000 CHF); ce soutien se fait sous forme d'appuis ponctuels. Les audiences foraines sont destinées à établir les documents d'état civil en vue de la constitution du FEB.
- le PNUD finance avec le *Peace Building Fund* les audiences foraines entrant dans le processus de constitution du fichier électoral biométrique. Il est prévu une contribution de l'ordre de 1 000 000 USD, limitée aux zones de sécurité (Diffa, Tillabéri).

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Objectif général

L'objectif général de l'action est de renforcer le cadre démocratique et en particulier le processus électoral au Niger.

L'objectif général se décline en deux objectifs spécifiques

Objectif spécifique 1: promouvoir une gouvernance électorale démocratique et transparente au Niger.

Objectif spécifique 2: promouvoir un processus électoral inclusif, transparent et pacifique.

Produits escomptés

Produit 1.1: la CENI permanente est dotée d'outils et organes lui permettant la gestion des cycles électoraux.

Produit 1.2: les capacités institutionnelles de la CENI sont renforcées pour organiser et gérer les scrutins du cycle électoral 2020-2021 en conformité avec les dispositions légales nationales et les normes internationales régissant les élections.

Produit 2.1: les capacités du Conseil supérieur de la communication sont renforcées en matière d'évaluation de la couverture de la campagne électorale par les médias, ainsi que de l'environnement médiatique global dans le respect des principes et textes constituant la base de sa mission.

Produit 2.2: les populations du Niger, les jeunes et les femmes en particulier, ont accès à la bonne information en matière électorale (y compris en ce qui concerne les droits des citoyens d'être élus et d'élire selon son choix) leur permettant une participation active et éclairée au processus.

Produit 2.3: une observation électorale incluant veille et observation est organisée et conduite par des organisations de la société civile nigérienne pour veiller au respect de la Constitution et des lois électorales, et un rapport d'observation est produit pour chacun des trois scrutins.

Produit 2.4: les médias traditionnels et sociaux sont sensibilisés en matière de transparence des scrutins et apaisement des processus électoraux.

Activités indicatives

Une expertise technique sera mobilisée en appui à la Délégation pour une élaboration plus précise des activités (et notamment, mais pas exclusivement, l'appui technique à la CENI pour l'organisation des élections) et une identification des partenaires. Cette expertise viendra en complément de l'étude prévue sous financement IcSP centrée sur la prévention des violences électorales.

Activités concourant au produit P1.1 pour le développement organisationnel et institutionnel de la CENI en tant qu'administration électorale, sur le long terme

Mobilisation d'un appui institutionnel sur le long terme en faveur de la CENI dans les domaines suivants:

- l'organisation,
- la planification,
- la communication.

Les activités suivantes sont envisagées dans cet axe:

- réalisation d'un diagnostic organisationnel et fonctionnel de la CENI en lien avec ses missions et mise en œuvre;
- élaboration d'un plan de développement organisationnel de la CENI et mise en œuvre;
- élaboration d'un plan d'action de la CENI et mise en œuvre;
- élaboration d'un plan de communication et mise en œuvre.

Organisation de formations des membres et personnels de la CENI sur des thématiques spécifiques ressorties du diagnostic et en phase avec la mission de l'institution.

Activités pour le produit P1.2

Appui technique à la CENI pour l'organisation et la gestion des scrutins du cycle électoral 2020-2021 dans les domaines ci-après:

- logistique;
- coordination, médiation;
- gestion opérationnelle des scrutins;
- formation des membres des démembrements de la CENI;
- diffusion des résultats des scrutins;
- mise à disposition d'une assistance technique pour appuyer la CENI dans la planification des scrutins de 2020-2021 et assister la CENI dans la mise en œuvre de ce plan.

Activités pour le produit P2.1

- Mise à disposition du CSC d'une assistance technique pour le monitoring des médias;
- appui aux activités du plan d'action du CSC pour accompagner le processus électoral (monitoring des médias en régions; encadrement de proximité et formation des médias, y compris les radios communautaires durant la période électorale; production artistique des messages de paix au cours de la période électorale).

Activités pour le produit P2.2

Action d'animation et de sensibilisation des jeunes et des femmes (y compris ceux des partis politiques) sur:

- le processus électoral;
- leurs droits et leurs devoirs en tant que citoyens;
- les enjeux des élections et leur participation en tant qu'électeurs et éligibles;
- leurs devoirs de citoyens au-delà des processus électoraux;
- leurs responsabilités dans la bonne conduite du cycle électoral y compris dans la prévention de la violence électorale;
- mobilisation et préparation des jeunes et des femmes pour leur participation active au processus électoral au travers de séances de formation et de sensibilisation.

Activités concourant au produit P2.3

- Mise en place et déploiement d'un dispositif d'observation des élections par un collectif ou un réseau d'OSC nationales (organisation faîtière);
- mise en œuvre au travers de missions d'observations des scrutins par les OSC groupées au sein d'un/e ou deux réseau(x)/plateforme(s)/organisation(s) faîtière(s) (formation d'observateurs locaux indépendants, élaboration des outils et règles d'observation et surveillance des scrutins, déplacements et déploiement des observateurs au niveau des bureaux de vote; élaboration et publication des rapports d'observation/surveillance des scrutins par des OSC locales).

Activités concourant au produit P2.4

- Monitoring et encadrement des médias locaux et sociaux par l'organe de régulation;
- étude sur la compréhension des dynamiques des médias sociaux au Niger;
- activités spécifiques à l'endroit des médias sociaux pour leur bonne contribution au processus électoral, notamment pour la prévention de la violence électorale sur la base des résultats de l'étude sur les dynamiques des médias sociaux au Niger.

4.2 Logique d'intervention

La logique d'intervention est de contribuer à la consolidation du cadre démocratique à travers une gouvernance électorale conforme aux normes admises en la matière et assurant une participation citoyenne active et consciente. En effet, l'organisation des élections propres dont les résultats sont reconnus et acceptés de tous, constitue une base de légitimité des institutions qui en seront issues de même que l'adhésion et/ou la reconnaissance citoyenne en ces institutions.

Pour ce faire, le projet cible d'abord les institutions en charge de la conduite des élections et celles qui sont impliquées afin qu'elles soient à même de conduire convenablement les processus électoraux suivant les cycles légaux. La CENI qui constitue le pivot de la gouvernance électorale au Niger sera appuyée d'une part, pour renforcer ses capacités institutionnelles et faire d'elle un organe solide à même d'assumer ses missions constitutionnelles, et d'autre part des appuis pour développer les capacités opérationnelles de cette institution pour la gestion des scrutins du cycle électoral 2020-2021.

Cet objectif comporte deux produits:

Produit 1.1: la CENI permanente est dotée d'outils et organes lui permettant la gestion des cycles électoraux.

Produit 1.2: les capacités institutionnelles de la CENI sont renforcées pour organiser et gérer les scrutins du cycle électoral 2020-2021 en conformité avec les dispositions légales nationales et les normes internationales régissant les élections.

Pour le premier volet de l'appui, la CENI bénéficiera de l'accompagnement d'un institut spécialisé qui travaillera à doter l'institution d'un dispositif adéquat et d'outils de travail appropriés (plan d'action, plan de communication, plan logistique électorale...), en rapport avec ses missions.

Outre la CENI, le CSC, l'organe de régulation des médias, est également ciblé eu égard à l'importance de son mandat qui est d'organiser et de vérifier l'accès équitable aux médias des acteurs politiques participant au scrutin et de veiller au respect des lois et de la déontologie ainsi que de recevoir les plaintes et les recours qui lui sont soumis. Par les appuis du projet, le CSC devrait être capable d'assurer un monitoring des médias permettant un bon jeu

démocratique aussi bien en termes des services fournis qu'en ce qui concerne l'accès à ces services. La prise en compte des médias sociaux, outil de communication largement exploité, permettra la contribution de ces médias au bon déroulement du processus électoral à travers leur utilisation à bon escient.

Quatre produits sont attendus sous cet objectif spécifique:

Produit 2.1: les capacités du Conseil supérieur de la communication sont renforcées en matière d'évaluation de la couverture de la campagne électorale par les médias, ainsi que de l'environnement médiatique global dans le respect des principes et textes constituant la base de sa mission.

Produit 2.2: les populations du Niger, les jeunes et les femmes en particulier, ont accès à la bonne information en matière électorale (y compris en ce qui concerne les droits des citoyens d'être élus et d'élire selon son choix) leur permettant une participation active et éclairée au processus.

Produit 2.3: une observation électorale incluant veille et observation est organisée et conduite par des organisations de la société civile nigérienne pour veiller au respect de la Constitution et des lois électorales et un rapport d'observation est produit pour chacun des trois scrutins.

Produit 2.4: les médias traditionnels et sociaux sont sensibilisés en matière de transparence des scrutins et apaisement des processus électoraux.

Au-delà des capacités des institutions et des médias, la participation citoyenne reste essentielle pour le bon déroulement des cycles électoraux. C'est pourquoi, le projet mettra un point d'orgue à cette participation citoyenne, y compris à travers le rôle de la société civile aussi bien pour la préparation et mobilisation des citoyens que pour la surveillance des scrutins, le tout contribuant à prévenir la violence électorale.

En bref, le projet entend renforcer le cadre démocratique par des élections propres. Pour y arriver, l'intervention travaillera sur la bonne gouvernance électorale indispensable comme gage des élections libres, crédibles et transparentes. La bonne gouvernance électorale nécessite d'abord, que la CENI et le CSC disposent des capacités à assumer leur mission. Elle requiert ensuite une participation des citoyens.

Du reste, la logique d'intervention est en phase avec les réformes électorales initiées par le Niger et la Constitution qui prévoit l'organisation des élections.

Enfin, la logique d'intervention s'inscrit dans l'esprit de coordination des appuis des PTF au cycle électoral nigérien en cours, notamment le projet d'appui au cycle électoral du Niger 2019-2021 des Nations unies.

4.3 Intégration des questions transversales

L'égalité entre les hommes et les femmes, la sensibilité aux conflits, les droits humains sont les thèmes centraux de cet appui.

À travers l'appui à la participation citoyenne, en particulier concernant les jeunes et les femmes, le projet prend en compte la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la participation politique. Le projet prévoit des activités visant une participation active et éclairée des femmes aux processus électoraux et au-delà, leur participation politique en vue de contribuer à augmenter leur présence dans les sphères de décision qui seront issues des élections. Les élections étant de plus en plus des moments de risque d'instabilité et de violence, le projet prévoit de travailler à la prévention de la violence électorale tout en inscrivant l'appui

global dans la consolidation des acquis démocratiques et le renforcement de la stabilité politique. Un axe du projet est dédié à la prévention de la violence électorale. Le droit de vote et/ou le droit d'être élu dont le projet fait la promotion, constituent des éléments des droits fondamentaux considérés.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD 16 Paix et sécurité, tout en contribuant aussi à l'ODD 5 Égalité entre les sexes. En effet, dans ses orientations stratégiques et en ce qui concerne les ODD, le document du PDES précise «les priorités du Niger ont été dégagées à partir de l'analyse de l'ensemble des objectifs du développement durable, exception faite de l'ODD 14 qui traite des questions maritimes, et de l'ODD 17 qui discute des questions de partenariat».

Ce faisant, pour promouvoir et renforcer la bonne gouvernance sous toutes ses formes (ODD 16), les priorités du pays visent notamment à: promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité, mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux et enfin garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁴.

⁴ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

5.4.1 Subventions (en gestion directe)

a) Objet de la subvention

Une subvention sera octroyée pour la mise en œuvre des activités concourant à l'atteinte des produits 2.2 et 2.3. Cette subvention sera octroyée à une organisation faitière, une plateforme ou un collectif d'OSC.

La subvention pourrait être octroyée au cours du dernier trimestre 2019 sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. L'appel à propositions pourrait être lancé au cours du dernier trimestre sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. Les clauses suspensives sont justifiées parce que les actions devront accompagner le processus de préparation des élections qui a déjà commencé en 2019 et se poursuivra en 2020 (élections prévues fin 2020 – début 2021).

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés pour les actions concourant aux produits 2.2 et 2.3 sont les organisations de la société civile nigériennes travaillant dans le domaine de promotion de la bonne gouvernance, des droits humains, de la participation citoyenne, du genre, pour la mise en œuvre des activités de mobilisation/information sensibilisation des citoyens, les femmes et les jeunes en particulier, pour une participation active au processus électoral; ainsi que pour la mise en place d'une observation électorale domestique (formation, développement d'outils d'observation, envoi des observateurs sur le terrain, élaboration et publication des rapports).

5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants: expertise en matières électorale et en appui institutionnel des administrations électorales; expérience d'accompagnement des processus électoraux et des administrations électorales, bonne connaissance de la sous-région du sahel ou de l'Afrique occidentale francophone. La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des activités concourant aux produit 1.1: la CENI permanente est dotée d'outils et organes lui permettant la gestion des cycles électoraux et 1.2: les scrutins du cycle électoral 2020-2021 sont organisés et gérés en conformité aux dispositions légales nationales et aux normes internationales régissant les élections contribuant à l'atteinte de l'objectif spécifique 1 promouvoir une gouvernance électorale démocratique et transparente au Niger.

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants: expertise et expérience en matière d'appui/accompagnement aux médias et aux autorités de régulation des médias; bonne connaissance de l'environnement médiatique de l'Afrique occidentale francophone et des autorités de régulation; expérience en appui au monitoring des médias en période électorale. La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des activités concourant aux produits 2.1: les capacités du Conseil supérieur de la communication sont renforcées en matière d'évaluation de la couverture par les médias de la campagne électorale, ainsi que de l'environnement médiatique global dans le respect des principes et textes constituant la base de sa mission et 2.4: les médias traditionnels et sociaux sont sensibilisés en matière de transparence des scrutins et apaisement des processus électoraux pour contribuer à atteindre l'objectif spécifique 2: promouvoir la transparence et la participation citoyenne pacifique aux processus électoraux.

En cas d'échec des négociations avec une ou plusieurs des entités susmentionnées, la partie de la présente action concernée peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.3.

La Commission autorise la reconnaissance de l'éligibilité des frais supportés à compter du 13 novembre 2019 car le processus des élections que l'action doit accompagner a déjà commencé en 2019 et se poursuivra en 2020.

5.4.3 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles

En cas d'échec des négociations en vue de la modalité de mise en œuvre en gestion indirecte, les activités concourant à l'atteinte des produits 1.1, 1.2, 2.1 et 2.4 visées au paragraphe 5.4.2 seront mises en œuvre en gestion directe par le biais de subventions à des organisations spécialisées

Subvention (en gestion directe) pour les activités concourant à l'atteinte des produits 1.1 et 1.2

a) Objet de la subvention

Une subvention en gestion directe sera octroyée, pour la mise en œuvre des activités concourant à l'atteinte des produits 1.1 et 1.2, à une organisation spécialisée dans l'assistance électorale pour l'appui à la CENI.

La subvention pourra être octroyée au cours du dernier trimestre 2019 sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. Les clauses suspensives sont justifiées parce que les actions devront accompagner le processus de préparation des élections qui a déjà commencé en 2019 et se poursuivra en 2020 (élections prévues fin 2020 – début 2021).

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés pour les actions concourant aux produits 1.1 et 1.2 sont les organisations spécialisées dans l'assistance électorale et qui peuvent démontrer leur expérience dans l'appui aux institutions/administrations électorales. La subvention sera octroyée à une organisation à but non lucratif, œuvrant pour le renforcement des institutions, de la gouvernance démocratique et pour la promotion des élections crédibles, disposant d'une bonne connaissance du contexte sociopolitique du Sahel et capable de se déployer rapidement au Niger.

Subvention (en gestion directe) pour les activités concourant à l'atteinte des produits 2.1 et 2.4

a) Objet de la subvention

Une subvention en gestion directe sera octroyée, pour la mise en œuvre des activités concourant à l'atteinte des produits 2.1 et 2.4, à une organisation spécialisée en matière de monitoring et encadrement des médias, y compris les médias sociaux.

La subvention pourra être octroyée au cours du dernier trimestre 2019 sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. L'appel à propositions pourrait être lancé au cours du dernier trimestre sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. Les clauses suspensives sont justifiées parce que les actions devront accompagner le processus de préparation des élections qui a déjà commencé en 2019 et se poursuivra en 2020 (élections prévues fin 2020 – début 2021).

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés pour les actions concourant aux produits 2.1 et 2.4 sont les organisations spécialisées dans le domaine des médias et expérimentées en matière d'appui et accompagnement des médias et/ou des institutions/autorités de régulation des médias, en particulier pour leur monitoring lors des processus électoraux. Elles doivent en outre faire preuve de connaissance de la sous-région du Sahel ou de l'Afrique francophone et du fonctionnement des systèmes médiatiques de la zone.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
Objectif spécifique 1 – Résultats 1.1 et 1.2	2 300 000
5.4.2 <i>Produit 1.1 et 1.2</i> - Gestion indirecte avec une organisation spécialisée pour les appuis à la CENI.	2 300 000
Objectif spécifique 2 - Résultats 2.1 – 2.4	2 200 000
5.4.1 <i>Produits 2.2 et 2.3</i> - Subvention à une OSC faitière ou à un réseau d'OSC pour la mobilisation/participation citoyenne, celle des jeunes et femmes en particulier et pour l'appui à la mise en place et au déploiement d'un dispositif d'observation des élections.	1 200 000
5.4.2 <i>Produit 2.1 et 2.4</i> - Gestion indirecte avec un institut spécialisé en appui au CSC pour le monitoring des médias y compris les médias sociaux pour leur contribution au processus électoral et pour l'appui à la mise en œuvre des actions du CSC.	1 000 000
5. 9 Évaluation, 5.10 Audit	100 000
5.11 Communication et visibilité	100 000
Provision pour dépenses imprévues	300 000
TOTAUX	5 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de pilotage sera constitué pour prendre les décisions stratégiques. Toutes les parties prenantes au projet seront représentées au sein du comité de pilotage. Ce comité de pilotage sera coprésidé par la Délégation de l'UE et l'administration en charge des élections.

Un Comité technique restreint sera constitué pour un suivi rapproché des opérations.

La mise en œuvre du programme sera faite à travers la CENI, le CSC, les OSC et les médias (sélectionnés dans le cadre de l'appel à propositions).

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Les études qui pourront être réalisées et l'expertise technique mobilisée contribueront également à affiner et mettre à jour le cadre logique qui servira au suivi de la performance et des résultats.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Une ou des études spécifiques (entre autres une étude de référence) pourront être conduites pour obtenir certaines données. Ces études pourront être menées dès 2019 sur financement de l'UE à partir par exemple de l'appui complémentaire du SRBC en cours. Ces études seront conduites sous la responsabilité de la CENI, du CSC ainsi que du ministère de l'intérieur. Une étude finale pourra être conduite pour pouvoir évaluer les résultats. Cette étude pourra également être financée à partir de l'appui complémentaire des opérations budgétaires en cours.

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation finale et ex post de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le Niger et la sous-région évoluent dans un contexte de menaces sécuritaires ainsi que du rôle de plus en plus important, des médias sociaux dans les processus politiques et électoraux.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins trois mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur) et sur la base du manuel de communication et de visibilité⁵.

Il est prévu qu'un marché de services de communication et de visibilité pourra être conclu.

⁵

https://ec.europa.eu/europeaid/communication-et-visibilite-des-actions-exterieures-de-lue-lignes-directrices-lintention-des_fr et https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/requirements-published_fr.pdf

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendu)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	L'objectif général de l'action est de renforcer le cadre démocratique et plus particulièrement le processus électoral au Niger.	1. Index de participation démocratique (indicateur variétés de démocratie V-Dem). 2. Index de démocratie électorale (indicateur variétés de démocratie V-Dem).	1.-2. Base de données V-DEM.	<i>Sans objet.</i>
Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s)]	Objectif spécifique 1: promouvoir une gouvernance électorale démocratique et transparente au Niger. Objectif spécifique 2: promouvoir un processus électoral inclusif, transparent et pacifique.	1.1 Statut de l'organigramme de la CENI, et des plans stratégiques de travail (planification, communication, logistique électorale). 1.2 Ampleur et portée des contestations du processus et des résultats des scrutins. 1.3 Nombre de plaintes et des cas de non-respect de la déontologie par les médias. 2.1 Taux de participation aux différents scrutins. 2.2 Nombre d'incidents liés aux scrutins et au processus électoral.	1.1 Rapport de l'institut spécialisé. 1.2, 2.1 et 2.2 Rapport d'observation électorale. 1.3 Rapport bilan du CSC. 2.2 Rapport de surveillance citoyenne.	La situation de sécurité dans le pays permet le déroulement des élections. Fort soutien de l'État et des PTF, y compris sur le plan financier, au processus électoral.
Produits	<u>Produit 1.1:</u> La CENI permanente est dotée d'outils et organes lui permettant la gestion des cycles électoraux. <u>Produit 1.2:</u> Les capacités institutionnelles de la CENI sont renforcées pour organiser et gérer les scrutins du cycle électoral 2020-2021 en conformité aux dispositions légales nationales et aux normes internationales régissant les élections. <u>Produit 2.1:</u> Les capacités du Conseil supérieur de la communication sont renforcées en matière d'évaluation de la couverture par les médias de la campagne	1.1.1 Nombre de personnes de la CENI formées ayant acquis plus de compétences en gestion des cycles électoraux grâce au soutien de l'action (désagré par sexe). 1.2.1 Nombre de scrutins organisés et tenus dans les délais constitutionnels grâce au soutien de l'action. 2.1.1 Nombre de personnes du CSC formées ayant acquis plus de compétences en évaluation de la couverture médiatique de la campagne	1.1.1 Rapport de l'institut spécialisé ayant accompagné la CENI. 1.1.2 et 1.2.1 Rapport de l'évaluation du projet. 2.1.1 Base de données sur les participants des formations.	La participation des citoyens aux scrutins et l'observation domestique se déroulent librement sans ingérence, conformément aux dispositions et textes en vigueur.

	<p>électorale, ainsi que de l'environnement médiatique global dans le respect des principes et textes constituant la base de sa mission.</p> <p><u>Produit 2.2:</u> Les populations du Niger, les jeunes et les femmes en particulier, ont accès à la bonne information en matière électorale (y compris en ce qui concerne les droits des citoyens d'être élus et d'élire selon son choix) leur permettant une participation active et éclairée au processus.</p> <p><u>Produit 2.3:</u> Une observation électorale, incluant une veille et de la sensibilisation, est organisée et conduite par des organisations de la société civile nigérienne pour veiller au respect de la Constitution et des lois électorales et un rapport d'observation produit pour chacun des trois scrutins.</p> <p><u>Produit 2.4:</u> Les médias traditionnels et sociaux sont sensibilisés en matière de transparence des scrutins et apaisement des processus électoraux.</p>	<p>électorale et de l'environnement médiatique grâce au soutien de l'action (désagrégué par sexe).</p> <p>2.1.2 % des programmes des médias qui font l'objet d'avertissements de la part du CSC.</p> <p>2.2.1 Nombre de personnes touchées par l'animation/sensibilisation/mobilisation grâce au soutien de l'action (désagrégué par sexe et âge).</p> <p>2.3.1 Nombre d'irrégularités par importance relevées dans les rapports de l'observation électorale domestique dans la tenue des scrutins.</p> <p>2.3.2 Nombre de rapports d'observation produits pour chacun des trois scrutins, grâce à l'appui de cette action.</p> <p>2.4.1 Statut de l'étude sur la compréhension des dynamiques des médias sociaux au Niger.</p> <p>2.4.2 Nombre de représentants des médias ayant acquis des compétences additionnelles en matière de transparence des scrutins et apaisement des processus électoraux grâce à cette action (désagrégué par sexe).</p>	<p>2.1.2 Rapports de mission d'Assistance technique au CSC.</p> <p>2.2.1 Rapport de mise en œuvre des initiatives des OSC menées grâce au soutien de l'action.</p> <p>2.3.1 Rapports d'observations domestiques des scrutins. 2.3.1 Rapport de l'observation électorale.</p> <p>2.3.2. Les rapports d'observation annexés aux rapports de progrès de cette action.</p> <p>2.4.1. Rapport de l'étude.</p> <p>2.4.2. Base de données sur les participants des formations.</p>	
--	---	--	---	--